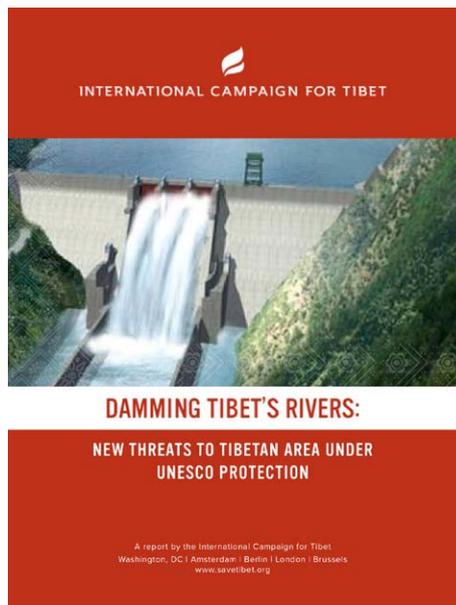


UN NOUVEAU RAPPORT D'ICT RÉVÈLE LES DÉGÂTS QUE CAUSERONT DES BARRAGES DANS UNE ZONE PROTÉGÉE PAR L'UNESCO AU TIBET

UN NOUVEAU RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET (ICT) RÉVÈLE LA CONSTRUCTION DE BARRAGES ET D'AUTRES INFRASTRUCTURES AU TIBET, QUI RISQUENT D'ENTRAÎNER LE DÉPLACEMENT FORCÉ DE MILLIERS D'AUTOCHTONES ET MENACENT LA RÉGION DES TROIS FLEUVES PARALLÈLES, UNE ZONE PROTÉGÉE PAR L'UNESCO.

Ce rapport, intitulé *Damming Tibet's Rivers: New Threats to Tibetan Area under UNESCO Protection* (« Construction de barrages sur des fleuves tibétains : de nouvelles menaces qui pèsent sur une zone tibétaine protégée par l'UNESCO ») et publié le 30 mai dernier, présente des résultats de recherche et une analyse selon lesquels plusieurs nouveaux barrages sont soit en construction soit en phase de planification à proximité de ce site unique, où trois fleuves – le Yang-Tsé, le Mékong et le Salouen – s'écoulent brièvement en parallèle. Ces constructions contreviennent aux pratiques et aux normes en matière de protection de l'environnement.

Le site des « Trois fleuves parallèles » est en effet situé dans l'une des régions tempérées présentant la plus grande biodiversité au monde et il a été inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2003. Mais les projets de développement chinois dans la région – des barrages, mais aussi de nouvelles infrastructures minières et un tourisme de masse – menacent d'éroder ce paysage et d'alimenter la crise environnementale au Tibet, où le réchauffement climatique progresse déjà trois fois plus rapidement que la moyenne mondiale.



Comme si cela ne suffisait pas, selon des sources chinoises, des milliers de personnes seront obligées de s'en aller en raison de la construction de ces barrages : 100 000 personnes devraient déménager en raison de la construction du barrage de Longpan/ des gorges du Saut du tigre sur le Yang-Tsé, et 58 000 autres personnes à cause des projets de production d'hydroélectricité dans la province du Qinghai.

> SUITE PAGE 2



DANS CETTE ÉDITION

- 1 Un nouveau rapport d'ICT révèle les dégâts que causeront des barrages dans une zone protégée par l'UNESCO au Tibet
- 2 Des ONG dénoncent les violations systématiques des droits de l'homme commises par la Chine au Tibet lors du Conseil des droits de l'homme de l'ONU
- 3 L'ambassadeur américain autorisé à se rendre au Tibet lors d'une rare visite
- 4 Des moines et des nonnes expulsés de Yachen Gar obligés de se soumettre à une «rééducation politique»
- 5 ICT rend hommage au groupe d'intérêt sur le Tibet sortant du Parlement européen
- 6 Le point sur les prisonniers politiques
- 7 Suggestion de lecture
- 8 Événements à venir



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: [202] 785-434
info@savetibet.org

> SUITE DE LA PAGE 1

L'UNESCO n'a pour l'instant pas réagi concrètement à ces évolutions inquiétantes près du site des Trois rivières parallèles, et sa relation problématique avec des organisations étroitement liées à l'État chinois est très préoccupante. Dans une [déclaration](#) publiée en amont de la session du Comité du patrimoine

mondial de l'UNESCO en Azerbaïdjan le mois dernier, ICT a fait part de son inquiétude quant au [projet de décision](#) sur l'état de conservation de ce paysage unique. Dans ce texte, l'UNESCO semble en effet largement indifférente à l'impact de ces projets dommageables. Rédigée avec l'aval de l'UNESCO et de ses organes d'experts,

cette décision de principe se soumet à la stratégie du gouvernement chinois, qui consiste à revendiquer une protection de l'UNESCO pour la région, tout en continuant d'exploiter ses ressources naturelles.

Le rapport peut être téléchargé [ici](#).

DES ONG DÉNONCENT LES VIOLATIONS SYSTÉMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME COMMISES PAR LA CHINE AU TIBET LORS DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

LA QUESTION DES VIOLATIONS SYSTÉMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME COMMISES PAR LA CHINE AU TIBET A DE NOUVEAU ÉTÉ SOULEVÉE À LA FOIS PAR DES ÉTATS ET PAR DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME, LORS DE LA DERNIÈRE SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU À GENÈVE.

S'exprimant au nom de la Helsinki Foundation for Human Rights pendant le débat général de cette session le 3 juillet, Vincent Metten, le directeur des politiques européennes pour International Campaign for Tibet, a insisté sur l'importance de continuer d'évoquer expressément la situation des droits de l'homme au Tibet, en particulier au vu des efforts déployés par la Chine pour isoler et réduire au silence les Tibétains. Il a également de nouveau plaidé pour que les experts de l'ONU puissent accéder librement et de façon indépendante aux régions tibétaines.

La déclaration de M. Metten est venue s'ajouter aux préoccupations spécifiques exprimées par l'Union européenne, l'Allemagne, la Finlande, la France, la République tchèque et la Suède à propos de la situation au Tibet. L'[Union européenne](#) a notamment exhorté la Chine à respecter les



Vincent Metten, directeur des politiques européennes pour International Campaign for Tibet, au Conseil des droits de l'homme à Genève. (Photo : capture d'écran de la télévision en ligne des Nations Unies)

droits de l'homme « tout particulièrement au Xinjiang et au Tibet », et elle a ajouté qu'elle demeurait « gravement préoccupée » par la détention de plusieurs défenseurs des droits de l'homme, dont Tashi Wangchuk, qui milite pour la protection de la langue tibétaine. La République tchèque a elle aussi réclamé la libération de M. Wangchuk, et l'Allemagne a évoqué les « discriminations systématiques » dont sont victimes les Tibétains. Le Royaume-Uni s'est lui aussi dit inquiet de la situation concernant la liberté de croyance en Chine, notamment pour les bouddhistes.

La veille, M. Metten a participé à un événement parallèle sur la liberté de religion au Tibet, organisé par la Society for Threatened Peoples, où il a donné un aperçu des mesures de répression prises par la Chine contre les bouddhistes tibétains. Il a expliqué comment la Chine « sinisait » – un terme signifiant « placer sous le joug de la Chine » – la religion et en faisait un enjeu de sécurité à des fins politiques, et il s'est dit inquiet que la Chine tente d'interférer dans la réincarnation du Dalaï-Lama. Le vénérable Lobsang Dorjee, directeur de l'Association centrale du

> SUITE PAGE 3

L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN AUTORISÉ À SE RENDRE AU TIBET LORS D'UNE RARE VISITE

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS AUPRÈS DE LA CHINE, TERRY BRANSTAD, A ÉTÉ AUTORISÉ À SE RENDRE AU TIBET DU 19 AU 25 MAI. LORS DE CETTE RARE VISITE, IL A RÉAFFIRMÉ LES TROIS POSITIONS FONDAMENTALES DE SON PAYS SUR LA QUESTION TIBÉTAINE: LE DIALOGUE POUR RÉSOUDRE LE CONFLIT, LA LIBERTÉ DE RELIGION POUR LE PEUPLE TIBÉTAIN, ET L'ACCÈS AU TIBET.



L'ambassade américaine en Chine a publié cette photo de l'ambassadeur Branstad au Tibet sur son compte WeChat.

Comme le révèle le [récent rapport du Département d'État sur l'accès au Tibet](#), les autorités chinoises ont annulé à deux reprises la visite de l'ambassadeur en 2018, sans justification et sans proposer d'autres dates. Mais suite à la promulgation, à la fin de l'année dernière, de la [loi sur l'accès réciproque au Tibet \(Reciprocal Access to Tibet Act\)](#), et malgré la [réaction de la Chine à l'adoption de cette législation](#), M. Branstad a été autorisé à se rendre au Tibet – la première visite d'un ambassadeur américain dans la région depuis 2015.

Selon une déclaration publiée par l'ambassade américaine en Chine le 25 mai, M. Branstad s'est dit préoccupé par l'ingérence du gouvernement chinois dans la liberté de religion des bouddhistes tibétains, et il a exhorté l'État chinois à «entamer un

dialogue substantiel avec le Dalaï-Lama ou ses représentants, sans condition préalable, en vue de trouver un accord permettant de résoudre les différends». Il a ensuite fait part des préoccupations des États-Unis concernant la difficulté d'accéder à la Région autonome du Tibet.

Bien que la déclaration de l'ambassade américaine ne précise pas dans quelle mesure l'ambassadeur a pu choisir librement les lieux visités ou les personnes rencontrées, le service tibétain de Radio Free Asia a rapporté le 25 mai dernier que la population tibétaine n'était pas au courant de la visite de M. Branstad et que les autorités chinoises avaient gardé cette visite secrète. Ces informations suggèrent que l'ambassadeur n'a pas eu la possibilité d'observer la situation de manière non biaisée. Cela n'a

> SUITE DE LA PAGE 2

Panchen Lama, a également fait un exposé lors de cet événement, auquel ont participé de nombreux représentants de missions permanentes de gouvernements et d'ONG.



L'événement sur la répression de la liberté de religion au Tibet a réuni plus de 50 diplomates et représentants d'ONG.

Comme lors des sessions précédentes du Conseil des droits de l'homme, la Chine a usé de tactiques agressives pour réfuter les critiques exprimées. Elle a notamment pu compter sur des déclarations partiales de la China Society for Human Rights Studies, une organisation qui se présente comme ONG, mais qui est en réalité soutenue par Pékin. Cette organisation a par ailleurs parrainé une série d'événements parallèles visant à promouvoir les « progrès » de la Chine dans le domaine des droits de l'homme et de la « protection » des minorités ethniques.

La déclaration prononcée par Vincent Metten et les remarques formulées par les États concernant la situation au Tibet sont disponibles [ici](#).

pas empêché un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères d'affirmer le 28 mai que M. Branstad avait «commenté positivement le développement économique et social du Tibet». Ce porte-parole a ensuite insisté sur l'opposition de la Chine «à toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Chine et dans les affaires de la Région autonome du Tibet», ce que les médias ont interprété comme un rejet de l'appel à la reprise du dialogue sino-tibétain.

DES MOINES ET DES NONNES EXPULSÉS DE YACHEN GAR OBLIGÉS DE SE SOUMETTRE À UNE « RÉÉDUCATION POLITIQUE »

UNE NOUVELLE VAGUE D'EXPULSION DE MILLIERS DE MOINES ET DE NONNES A COMMENCÉ AU CENTRE BOUDDHISTE TIBÉTAIN CÉLÈBRE DE YACHEN GAR, DANS L'EST DU TIBET. SELON CERTAINES SOURCES, LES EXPULSÉS SONT MAINTENANT SOUMIS À UNE « RÉÉDUCATION POLITIQUE » EN DÉTENTION EXTRA JUDICIAIRE, OÙ LE RISQUE DE TORTURE EST ÉLEVÉ.



Une pelleteuse au sommet d'une zone résidentielle de Yachen Gar récemment rasée, dans la préfecture de Kardze, dans le Sichuan, en août 2017. (Photo prise par un auditeur de RFA)

Selon une source tibétaine de Radio Free Asia, les autorités chinoises ont ordonné que le nombre de pratiquants à Yachen Gar ne dépasse pas les 4 700 - comparé aux jusque 10 000 moines et nonnes qui y étudiaient les textes religieux et pratiquaient de la méditation jusqu'alors. Depuis le mois de mai, pas moins de 3 500 personnes auraient été expulsées, au cours d'une opération officielle systématique visant les personnes arrivant à Yachen Gar en provenance de l'extérieur de la province du Sichuan.

La même source tibétaine a déclaré: «Les moines et les nonnes qui ont été renvoyés de force dans leur lieu de naissance ont

maintenant été rassemblés par la police chinoise et obligés à assister à des cours de rééducation politique [dans des centres de détention] dans leur ville d'origine.» Une fois là-bas, les moines et les nonnes ont été forcés de retirer leurs vêtements religieux, de renier le Dalaï-Lama chaque jour et de mémoriser des phrases de propagande communiste sur lesquelles ils étaient ensuite interrogés. Leurs téléphones portables leur ont été confisqués pour les empêcher de communiquer avec l'extérieur. « Ces moines et ces nonnes pourraient être détenus à des fins de rééducation politique pendant plusieurs mois encore avant de pouvoir rejoindre leur famille »,

explique une source de RFA. «Après cela, ils ne pourront plus rejoindre aucun autre monastère ou déménager ailleurs.»

Après la rééducation politique au cours de la journée, des nonnes de l'un des centres ont été contraintes de regarder des films de propagande chinoise montrant des soldats chinois remportant des victoires au combat lors de la guerre entre la Chine et le Japon. En raison du stress, certaines des nonnes avaient fondu en larme, et, croyant que ces larmes étaient une preuve de déloyauté envers la Chine, les gardes ont alors physiquement attaqué les femmes, les «frappant sauvagement», a déclaré la source au service tibétain de Radio Free Asia. « Suite à cela, les nonnes pouvaient à peine se lever tant la torture était sévère.»

Les démolitions et les expulsions à Yachen Gar, qui suivent la même approche répressive qu'à Larung Gar dans le Sichuan, impliquent des mesures de plus en plus agressives afin de freiner et de gérer l'influence grandissante et le nombre croissant de moines et de nonnes - chinois et tibétains - dans ces importants centres monastiques d'étude et d'éthique bouddhiste au Tibet oriental, les plus grand centres du genre au monde.

ICT REND HOMMAGE AU GROUPE D'INTÉRÊT SUR LE TIBET SORTANT DU PARLEMENT EUROPÉEN

LORS D'UNE RÉUNION DU GROUPE D'INTÉRÊT SUR LE TIBET (« TIBET INTEREST GROUP » - TIG) DU PARLEMENT EUROPÉEN À BRUXELLES LE 26 JUIN - LA DERNIÈRE DANS LE CADRE DE LA HUITIÈME LÉGISLATURE DU PARLEMENT - INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET A CHALEUREUSEMENT REMERCIÉ LES MEMBRES DU GROUPE POUR LE SOUTIEN SANS FAILLE QU'ILS ONT TÉMOIGNÉ AU PEUPLE TIBÉTAIN, ET A ÉMIS L'ESPOIR QUE LE GROUPE SOIT RÉTABLI POUR LA PROCHAINE LÉGISLATURE.



Les participants à la dernière réunion du TIG au Parlement européen à Bruxelles, le 26 juin 2019. ICT a offert un thangka au président du groupe, M. Mann, pour le remercier de son fervent engagement en faveur de la cause tibétaine.

Cette réunion avait principalement pour but de revenir sur les accomplissements de l'intergroupe ces quatre dernières années, de remercier ses membres pour les efforts considérables qu'ils ont déployés afin que la question tibétaine reste à l'ordre du jour l'Union européenne, et de souhaiter la bienvenue aux nouveaux eurodéputés présents.

En particulier, les participants ont remercié l'eurodéputé allemand Thomas Mann, qui préside le TIG depuis 1999, pour son incroyable dévouement au mouvement tibétain. M. Mann et le vice-président du TIG, M. Sogor, assistaient à leur dernière réunion du groupe, car ni l'un ni l'autre ne siègeront au prochain Parlement européen. Les participants ont en outre abordé les mesures à prendre en vue du rétablissement du TIG dans la prochaine législature, qui a débuté officiellement le 2 juillet, suite aux élections européennes tenues à la fin du mois de mai. Plusieurs eurodéputés

nouvellement élus présents à la réunion ont manifesté un réel intérêt pour la poursuite de l'action du TIG dans les années à venir.

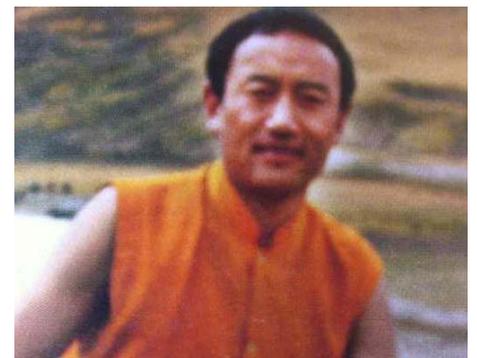
Fondé au début de la troisième législature du Parlement européen en 1989, le TIG constitue depuis une base de soutien indispensable pour le Tibet en Europe. Il a grandement contribué à la sensibilisation du monde politique européen à la détresse du peuple tibétain, au travers notamment de l'organisation de conférences, d'expositions et de projections, ainsi que de déclarations sur le Tibet lors des débats parlementaires. Il est essentiel que le TIG soit rétabli dans le sillage des élections européennes de 2019, car il est indispensable pour encourager le débat sur les actions possibles au niveau de l'UE s'agissant de soutenir le combat non violent des Tibétains pour les droits de l'homme et la justice. ICT espère que de nombreux nouveaux membres du Parlement européen rejoindront ce groupe.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

LIBÉRATION DE NGAWANG GYALTSSEN

SELON UN [ARTICLE DE RADIO FREE ASIA \(RFA\)](#), UN MOINE TIBÉTAIN PLACÉ EN DÉTENTION APRÈS AVOIR ÉTÉ ACCUSÉ DE MENER DES ACTIVITÉS EN OPPOSITION AVEC LE POUVOIR CHINOIS AU TIBET A ÉTÉ LIBÉRÉ DE LA TRISTEMENT CÉLÈBRE PRISON CHINOISE DE DRAPCHI LE 7 MARS, APRÈS AVOIR PURGÉ L'INTÉGRALITÉ DE SA PEINE.

Ngawang Gyaltzen avait été arrêté par la police chinoise le 24 février 2015 dans le comté de Sog, qui fait partie de la préfecture de Nagchu, dans la Région autonome du Tibet. Selon des informations relayées à l'époque par le Tibetan Center for Human



Rights and Democracy (TCHRD), il avait initialement été porté « disparu ». Il a ensuite été jugé et condamné pour des motifs vagues à quatre ans de prison.

Selon certaines sources, M. Gyaltzen avait interpellé à plusieurs reprises des employés du gouvernement chinois chargés de programmes d'« éducation patriotique » alors qu'il vivait dans le monastère Shag Rongpo du comté de Nagchu, qu'il avait ensuite été forcé de quitter. Sa liberté de

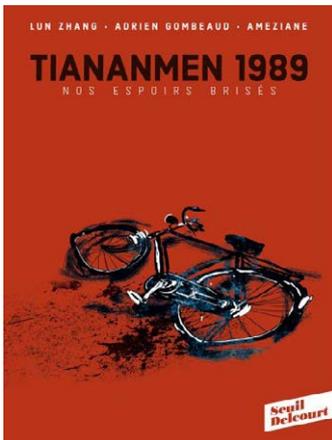
> SUITE PAGE 6

> SUITE DE LA PAGE 5

mouvement et ses communications avaient par la suite été sévèrement restreintes, puis il avait été arrêté par la police « tard dans la nuit » du 24 février 2015.

La nouvelle de sa libération a été retardée de près de trois mois en raison du contrôle strict des réseaux de communication et des représailles auxquelles s'exposent ceux qui transmettent des informations que les

autorités chinoises souhaitent passer sous silence. La nouvelle n'a donc été relayée que le 26 juin dans un communiqué de presse de *Free Tibet*, basée à Londres, qui a reçu en premier la confirmation de sa libération.



SUGGESTION DE LECTURE

TIANANMEN 1989. NOS ESPOIRS BRISÉS

DE ZHANG LUN, ADRIEN GOMBEAUD ET AMÉZIANE

Voilà 30 ans, le 15 avril 1989, commence l'occupation de la place Tiananmen par les étudiants réclamant que la démocratie accompagne les réformes économiques. Le 4 juin, Deng Xiaoping envoie l'armée massacrer les étudiants rassemblés pacifiquement. Zhang Lun était en charge de l'intendance et du service d'ordre. Il livre pour la première fois son témoignage sur cet épisode crucial de l'histoire mondiale.

Date de publication: 3 avril 2019

Editeur: Seuil – Delcourt

Cliquer [ici](#) pour acheter cette BD

ÉVÉNEMENTS À VENIR



> **DÉBUT SEPTEMBRE**

Début des travaux du nouveau Parlement européen

> **9-27 SEPTEMBRE**

42^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

> **21-25 OCTOBRE**

Congrès de la FIDH à Taipei, Taiwan